

Communes et bourgeoisies

«Modèle comptable harmonisé (MCH2) pour les communes et bourgeoisies valaisannes»

SFC_MCH2



DCE du 20.06.2018

le Conseil d'Etat décide

- de constituer un groupe de travail chargé de la réflexion stratégique sur la mise en œuvre du modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2) pour les communes valaisannes ;
- d'arrêter sa composition comme suit :
Présidence : - M. Olivier Berney, Secrétaire général du Département de la sécurité, des institutions et du sport
Membres : - M. Christian Melly, Chef de l'Inspection cantonale des finances
- M. Pierre-André Charbonnet, Chef de l'Administration cantonale des finances
- M. Maurice Chevrier, Chef du Service des affaires intérieures et communales.
Le secrétariat sera assuré par la Section des finances communales (SAC);
- d'autoriser le groupe de travail à faire appel à un expert externe si cela s'avère nécessaire à l'exécution de son mandat.
- De charger le Département de la sécurité, des institutions et du sport des modalités d'application de la présente décision.

Séance du 20 JUN 2018

Pour copie conforme,
Le chancelier d'Etat



Distribution 3 ex: DSS
1 ex: SAC
1 ex: IF
1 ex: ACF



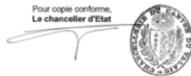
DCE du 16.01.2019

le Conseil d'Etat décide

- de prendre connaissance du rapport du groupe de travail chargé de la réflexion stratégique sur la mise en œuvre du modèle comptable harmonisé (MCH2) pour les communes valaisannes du 21 décembre 2018.
- d'autoriser le Département de la sécurité, des institutions et du sport à soumettre ledit rapport pour prise de position au Comité de la Fédération des communes valaisannes.
- d'autoriser le Département de la sécurité, des institutions et du sport à désigner, d'entente avec le Comité de la Fédération des communes valaisannes, les communes pilotes qui seront mises au bénéfice d'une dérogation au sens de l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'OGFCO.
- De maintenir le groupe de travail comme instance de conseil si lors de la mise en œuvre du MCH2 avec les communes pilotes devaient apparaître des points de divergences avec les lignes stratégiques définies dans le présent rapport.
- De charger le Département de la sécurité, des institutions et du sport des modalités d'application de la présente décision.

Séance du 16 JAN. 2019

Pour copie conforme,
Le chancelier d'Etat



Distribution 3 ex: DSS
1 ex: SAC
1 ex: Membres du GT
1 ex: IF
1 ex: ACF



DCE du 10.04.2019

Extrait du procès-verbal des séances du Conseil d'Etat

Vu l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'Ordonnance sur la gestion financière des communes du 16.04.2004 (OGFCo) qui prévoit que le Département en charge de la surveillance financière des communes peut autoriser d'autres dérogations aux prescriptions relatives à la gestion financière, dans la mesure où elles découlent de nouvelles formes de gestion administrative;

vu la décision du Conseil d'Etat de prendre connaissance du rapport du groupe de travail chargé de la réflexion stratégique sur la mise en œuvre du modèle comptable harmonisé (MCH2) pour les communes valaisannes du 21 décembre 2018;

vu la décision du Conseil d'Etat d'autoriser le Département de la sécurité, des institutions et du sport à soumettre ledit rapport pour prise de position au Comité de la Fédération des communes valaisannes;

vu la décision du Conseil d'Etat d'autoriser le Département de la sécurité, des institutions et du sport à désigner, d'entente avec le Comité de la Fédération des communes valaisannes, les communes pilotes qui seront mise au bénéfice d'une dérogation au sens de l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'OGFCo;

sur la proposition du Département de la sécurité, des institutions et du sport,

CHANCELIER DE L'ETAT
MONTREUX-VALENTIGNEY

DCE du 10.04.2019

le Conseil d'Etat
décide

1. D'autoriser les communes d'Ermen, Viège, Loèche-les-Bains, Icogne, Sion, Conthey, Fully, St-Maurice, Verrayaz et Monthey à bénéficier d'une dérogation au sens de l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'OGFCo.
2. De charger le Département de la sécurité, des institutions et du sport des modalités d'application de la présente décision.

Séance du 10 AVR. 2019

Pour copie conforme,
Le chancelier d'Etat

Distribution 3 extr. DSIS

N. verillon pour le Département



CHANCELIER DE L'ETAT
MONTREUX-VALENTIGNEY

DCE du 04.12.2019

Décision

Vu l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'Ordonnance sur la gestion financière des communes du 16.04.2004 (OGFCo) qui prévoit que le Département en charge de la surveillance financière des communes peut autoriser d'autres dérogations aux prescriptions relatives à la gestion financière, dans la mesure où elles découlent de nouvelles formes de gestion administrative;

vu la décision du Conseil d'Etat de prendre connaissance du rapport du groupe de travail chargé de la réflexion stratégique sur la mise en œuvre du modèle comptable harmonisé (MCH2) pour les communes valaisannes du 21 décembre 2018;

vu la décision initiale du Conseil d'Etat du 10 avril 2019 de faire bénéficier les communes pilotes d'une dérogation au sens de l'alinéa 3 lit b de l'OGFCo;

vu l'art. 3 de l'Ordonnance sur les fusions de communes qui définit que le Grand Conseil approuve la fusion ou le contrat de fusion;

vu les projets de fusion en cours;
sur la proposition du Département de la sécurité, des institutions et du sport,

le Conseil d'Etat
décide

1. D'autoriser les communes et les bourgeoises en processus de fusion, avec acceptation par le Grand Conseil et une entrée en vigueur de ladite fusion au 01.01.2021, à pouvoir bénéficier d'une dérogation au sens de l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'OGFCo.
2. De charger le Département de la sécurité, des institutions et du sport des modalités d'application de la présente décision.

1 - 4 DEC. 2019

CHANCELIER DE L'ETAT
MONTREUX-VALENTIGNEY

DCE du 18.03.2020

Vu l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'Ordonnance sur la gestion financière des communes du 16.04.2004 (OGFCo) qui prévoit que le Département en charge de la surveillance financière des communes peut autoriser d'autres dérogations aux prescriptions relatives à la gestion financière, dans la mesure où elles découlent de nouvelles formes de gestion administrative;

vu la décision du Conseil d'Etat de prendre connaissance du rapport du groupe de travail chargé de la réflexion stratégique sur la mise en œuvre du modèle comptable harmonisé (MCH2) pour les communes valaisannes du 21 décembre 2018;

vu la décision du Conseil d'Etat d'autoriser le Département de la sécurité, des institutions et du sport à soumettre ledit rapport pour prise de position au Comité de la Fédération des communes valaisannes;

vu la proposition par la Fédération des bourgeoisies valaisannes de désigner trois bourgeoisies pilotes qui seront mise au bénéfice d'une dérogation au sens de l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'OGFCo;

sur la proposition du Département de la sécurité, des institutions et du sport,

le Conseil d'Etat décide

1. D'autoriser les bourgeoisies de Viège, Sion et St-Maurice à bénéficier d'une dérogation au sens de l'art. 3 alinéa 3 lit b de l'OGFCo.
2. De charger le Département de la sécurité, des institutions et du sport des modalités d'application de la présente décision.

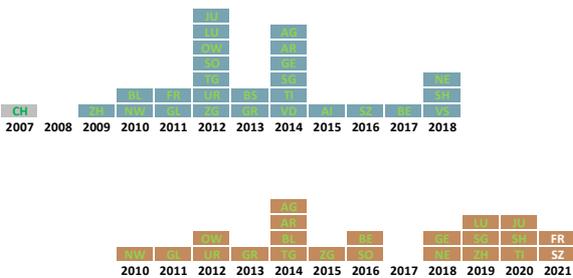
CANTON DU VALAIS
MUNICIPALITÉ

Qu'est que le MCH2 ?

- Le modèle comptable harmonisé MCH2 fournit les bases de présentation des états financiers des cantons et des communes et se présente sous la forme de **20 recommandations**.
- Ces 20 recommandations, ainsi que l'ensemble du manuel y relatif, ont été adoptées en janvier 2008 par la Conférence des directrices et des directeurs cantonaux des finances (CDF).
- En janvier 2013, la CDF a accepté la modification des Recommandations 18 et 20 (Indicateurs financiers) ainsi que la nouvelle Recommandation 21 (Instruments financiers).
- En janvier 2015, la CDF a accepté la modification des Recommandations 04 (Compte de résultats), 10 (Compte des investissements) et 14 (Tableau des flux de trésorerie).
- En mai 2016, la CDF a accepté la modification de la Recommandation 11 (Bilan).
- En juin 2017, la CDF a accepté le toilettage du Manuel MCH2.

CANTON DU VALAIS
MUNICIPALITÉ

Année d'introduction du MCH2 Confédération | cantons | communes |



Source : www.srs-cspcp.ch

CANTON DU VALAIS
MUNICIPALITÉ

Recommandation N°03
Plan comptable et classification fonctionnelle MCH2

0	ADMINISTRATION GENERALE	3130.01	Frais de port et de CCP
02	SERVICES GENERAUX	3130.02	Téléphone/Téléfax, etc.
022	SERVICES GENERAUX	3130.03	Frais bancaires
		3130.04	Honoraires de tiers
		3130.05	Frais d'Assemblée Primaire

022	3130.01	Frais de port et de CCP
022	3130.02	Téléphone/Téléfax, etc.
022	3130.03	Frais bancaires
022	3130.04	Honoraires de tiers
022	3130.05	Frais d'Assemblée Primaire

MCH2 DICASTERES POUR LES BOURGEOISIES

❖ Comptabilisation uniquement dans les dicastères

0 : ADMINISTRATION GENERALE

8 : ECONOMIE PUBLIQUE

9 : FINANCES ET IMPOTS

Recommandation N°06
Réévaluations (corrections de valeur) OGFCo art. 58 et 59

Réévaluation du patrimoine financier

- Le groupe de travail se déclare favorable à une réévaluation **FACULTATIVE** du patrimoine financier dans un intervalle minimum de cinq ans ainsi qu'en cas de modification de la valeur officielle pour les biens-fonds, droits de superficie exceptés.
- Le groupe de travail est d'avis que ces réévaluations doivent se faire sur la base d'un rapport circonstancié d'un réviseur particulièrement qualifié au sens du Code des obligations. Il reprend ainsi les exigences de l'alinéa. 4 de l'art. 159 LCo applicables à la réévaluation du patrimoine administratif lors de l'entrée en vigueur du MCH1.

Réévaluation du patrimoine administratif

- Le groupe de travail est d'avis que le patrimoine administratif ne devrait pas être réévalué, ni à la hausse ni à la baisse, sauf en cas de diminution effective de la valeur. Le principe applicable doit être celui de la valeur d'acquisition, avec des amortissements planifiés en fonction de la durée d'utilisation.

Recommandation N°12
Immobilisations et comptabilité des immobilisations

- Vu la nécessité de définir une solution simple, aisément compréhensible et applicable à l'ensemble communes, le groupe de travail opte pour un système **d'amortissement dégressif sur toute la durée d'utilisation**, quelle que soit la nature des immobilisations.
- En soutien au principe de prudence, le groupe de travail demande que les taux dégressifs selon les catégories d'actifs qui seront arrêtés respectent les fourchettes des taux préconisées par le MCH2.
- Pour le groupe de travail, la **possibilité d'effectuer des amortissements supplémentaires n'a pas été retenue**, mais il entend préciser à sa place l'utilisation d'une réserve de politique budgétaire globale (cf. recommandation no 17).

COMPTON DE VILLES
 MAIRIE DE VILLES

Recommandation N°12
Immobilisations et comptabilité des immobilisations

Recommandations	Communes VS
12 Méthode d'amortissements	Dégressif
12 Terrains	Compte 1400 Taux 0%
12 Bâtiments/constructions	Compte 1404 25-50 ans (taux 8%-15%)
12 Travaux de génie civil	Comptes 1401 à 1403 40-60 ans (taux 7%-10%)
12 Biens meubles, machines, véhicules	Compte 1406 4-10 ans (taux 35%-60%)
12 Autres immobilisations corporelles	Compte 1409 5 ans (taux 50%)
12 Immobilisations incorporelles	Comptes 1420 à 1429 5 ans (taux 50%)
12 Forêts et alpages non-bâti	Comptes 1405 et 1400 Taux 0%
12 Prêts	Comptes 144
Amortissement	Selon le risque
12 Participations et capital social	Comptes 145
Amortissement	Selon le risque
12 Subventions d'investissement	Comptes 146
Durée d'utilisation	1-40 ans (taux 10%-100%)
12 Dicastères découlant de dispositions légales supérieures	Selon la durée d'utilisation des dispositions légales supérieures (Notice A 1995 – AFC)

COMPTON DE VILLES
 MAIRIE DE VILLES

Recommandation N°17
Objectifs et instruments de politique budgétaire

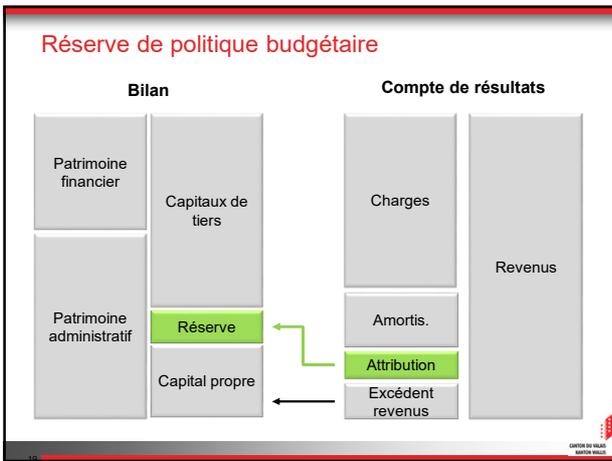
- Le groupe de travail comprend qu'en certaines circonstances **la politique budgétaire veuille ou même doit influencer les comptes annuels**, notamment pour lisser les résultats.

Réserve budgétaire

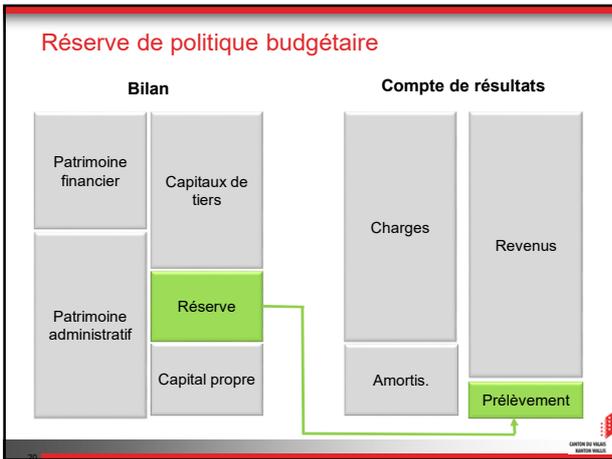
- Pour ce faire le groupe de travail **préconise de recourir à un compte de réserve spécifique intitulé « Réserve de politique budgétaire »** qui est assimilable à une réserve conjoncturelle ou d'équilibrage. Les attributions à cette réserve et les prélèvements sur celle-ci doivent être comptabilisés soit comme des charges extraordinaires soit comme des revenus extraordinaires.

COMPTON DE VILLES
 MAIRIE DE VILLES

Réserve de politique budgétaire



Réserve de politique budgétaire



Réserve de politique budgétaire

BILAN		
2	Passif	
29	Capital propre	
294	Réserves	
2940	Réserve de politique budgétaire	Réserve pouvant être utilisée pour couvrir de futurs déficits du compte de résultats et/ou pour contribuer au financement de nouveaux investissements (réserve conjoncturelle ou d'équilibrage).
COMPTE DE RÉSULTATS		
3	Charges	
38	Charges extraordinaires	
389	Attributions au capital propre	
3894	Attributions à la réserve de politique budgétaire	Attributions à la réserve de politique budgétaire (comme la réserve conjoncturelle ou d'équilibrage)
4	Revenus	
48	Revenus extraordinaires	
489	Prélèvements sur le capital propre	
4894	Prélèvements sur la réserve de politique budgétaire	Prélèvements sur la réserve de politique budgétaire (comme la réserve conjoncturelles ou d'équilibrage)

**ANNEXE AUX COMPTES 16 et 19 :
IMPORTANT POUR L'ELABORATION BUDGET 22**

- **Le Conseil décide :**
 - Seuil des actifs et passifs de régularisation
 - Valeurs seuils des provisions
 - Limite d'activation des investissements
 - Réévaluation du PF ou pas
 - Séparation terrains et bâtiments ou autres travaux de génie-civil
 - Les taux d'amortissement dans fourchettes

CENTRE DU VILLAGE
MONTROUILLE

**ANNEXE AU COMPTES 16 et 19
IMPORTANT : BILAN D'OUVERTURE 2022**

**Le bilan d'ouverture au 01.01.2022 est l'image
du MCH2**

**Il n'y a pas d'écritures correctives à mentionner
dans le bilan**

**C'est pourquoi, il est important de bien
identifier la clé de transfert du MCH1 au MCH2
en ce qui concerne le bilan**

CENTRE DU VILLAGE
MONTROUILLE

Calendrier et suite des travaux

Quoi	Quand	Qui
Travaux préparatoires avec les communes, les bourgeoisies et les prestataires informatiques. Clé de transfert comptes 2020 et budget 2021	avril à septembre 2021	SAIC Communes et bourgeoisies
Bouclément des comptes 2020	Mars - Juin 2021	Communes et bourgeoisies
Elaboration du budget 2022 sous MCH2	Septembre 21 à mars 22	Communes et bourgeoisies
Bouclément des comptes 2021 sous MCH1	Mars - Juin 2022	Communes et bourgeoisies
Elaboration du budget 2023 sous MCH2	Septembre 22 à mars 23	Communes et bourgeoisies
Bouclément des comptes 2022 sous MCH2	Mars - Juin 2023	Communes et bourgeoisies

CENTRE DU VILLAGE
MONTROUILLE

Calendrier 2021 - 2022 – bourgeoisies

- Avril – septembre : préparation de la clé de transfert **avec le soutien de la SFC**.
- Septembre – décembre : préparation du budget 2022 sous MCH2.
- Septembre – Mars : si une seule assemblée = comptes 2021 sous MCH1 et Budget MCH2. (deux fichiers distincts)

CENTRE DU VILLAGE
MONTROUVILLE

Calendrier 2022 bourgeoisies

- Janvier – juin : clôture des comptes 2021 sous MCH1.
- Dès janvier comptabilité sous MCH2.
- Dès bouclage 2021 : Bilan d'ouverture MCH2.
- Avril à décembre : préparation du budget 2023 sous MCH2.

CENTRE DU VILLAGE
MONTROUVILLE

EN RESUME

- Année 2021 depuis avril-mai => MCH2
- Prestataires informatiques
- Soutien des collaborateurs de la SFC

CENTRE DU VILLAGE
MONTROUVILLE

Outils à disposition des bourgeoisies

- [OGFCo adopté par le CE le 24.02.2021](#)
- [Exemple de Plan comptable MCH2 pour les bourgeoisies avec source MCH1](#)
- [Idem Bilan](#)
- [Outil indicateurs MCH2](#) ou [fichier excel](#)
- Exemple de clé de transfert (dans 2 dias)

Outils à disposition des bourgeoisies

- [Annexe aux comptes annuels](#)
- [Tableaux annexés](#)
- [Exemples de message et rapport de révision](#)
- [Manuel MCH2 pour les cantons et communes](#)

Exemple de clé de transfert - Pratique

Compte MCH1	Description MCH1	Compte MCH2	Description MCH2	Split numéro	Split description	Ind.1	Reverue
211.200.01	Indemnités, pécunies de présence	0110.2000.00	Traitements, indemnités et pécunies de présence			195	0
211.210.01	Matériel pour votations et élections	0110.2102.00	Imprimés et publications pour votations et élections			722.65	0

MCH1 -	Actif	Désignation	MCH2 -	Actif	Désignation
1.5	Patrimoine financier		10	Patrimoine financier	
10	Disponibilités		100	Disponibilités et placements à court terme	
100	Caisses		1000	Caisse	
101	Comptes postaux		1001	La Poste	
102	Banques		1002	Banque	

312 Eau, énergie et combustibles			
3120	Eau, énergie et combustibles		
3120.000	Eau, énergie et combustibles	312000	Eau, énergie et combustibles
313 Prestations de service et honoraires			
3130	Prestations de services de tiers		
3130.000	Frais de téléphone et de télécommunication	313000	Frais de téléphone et de télécommunication
3130.010	Frais de port	313010	Frais de port
3130.020	Frais d'engagement et de recouvrement	313040	Frais d'encaissement et de recouvrement

ANNEXE AUX COMPTES

- ❖ Base légale (LCo et OGFCo)
- ❖ Principes MCH2 et divergences
- ❖ [Principes de la gestion financière](#) Art. 6 à 16
- ❖ Principes de la tenue des comptes Art. 17 à 20
- ❖ Principes de la présentation des comptes Art. 21 à 29
- ❖ [Principes d'évaluation du bilan](#)

CENTRE DE VILLES
MAYENNE SAOULÉ

MCH2 DEROGATIONS POUR LES BOURGEOISIES

- ❖ OGFCo art, 32
- ❖ OGFCo art. 37
- ❖ OGFCo art. 43

CENTRE DE VILLES
MAYENNE SAOULÉ

LES BOURGEOISIES art. 32

- ¹ N'ont pas l'obligation d'élaborer le **plan financier** les communes dont:
- a) le bilan ne comptabilise **aucun découvert** et;
 - b) le total du **bilan** est **inférieur à deux millions** de francs et;
 - c) les **revenus bruts** du compte de résultat (sans les imputations internes) sont **inférieures à 200'000 francs**, les seuils sont calculés sur la base de la moyenne des deux derniers exercices clos et;
 - d) **aucun investissement** relevant de la **compétence** du **législatif** communal n'est planifié dans les quatre prochaines années.
- ² Ces communes attestent dans le budget qu'elles remplissent les conditions ci-dessus.

CENTRE DE VILLES
MAYENNE SAOULÉ

LES BOURGEOISIES art. 37 al. 1

1 Les bourgeoisies sont mises au bénéfice d'exigences allégées en matière de présentation du budget. Elles sont dispensées:

- a) de l'aperçu du budget du compte de résultats et du compte des investissements;
- b) l'aperçu du budget du compte de résultats échelonnés;
- c) de l'aperçu du budget du compte de résultats selon la classification fonctionnelle lorsque ce dernier ne porte que sur une fonction;
- d) de l'aperçu du budget du compte des investissements selon la classification fonctionnelle.

CANTON DU VALAIS
MUNICIPALITÉS

LES BOURGEOISIES art. 37 al. 2

² N'ont pas l'obligation d'élaborer le message introductif les bourgeoisies dont:

- a) le bilan ne comptabilise aucun découvert et;
- b) le total du bilan est inférieur à deux millions de francs et;
- c) les revenus bruts du compte de résultat (sans les imputations internes) sont inférieures à 200'000 francs, les seuils sont calculés sur la base de la moyenne des deux derniers exercices clos et;
- d) aucun investissement relevant de la compétence du législatif communal n'est planifié dans les quatre prochaines années.

³ Ces bourgeoisies attestent dans le budget qu'elles remplissent les conditions ci-dessus.

CANTON DU VALAIS
MUNICIPALITÉS

LES BOURGEOISIES art. 43 al. 1

¹ Les bourgeoisies sont mises au bénéfice d'exigences allégées en matière de comptes. Elles sont dispensées:

- a) de l'aperçu du compte de résultats et des investissements;
- b) de l'analyse des indicateurs financiers;
- c) L'aperçu du compte de résultats échelonnés
- d) de l'aperçu du compte de résultats selon les tâches lorsque ce dernier ne porte que sur une tâche;
- e) de l'aperçu du compte des investissements selon les tâches;
- f) de l'aperçu du bilan et du flux de trésorerie

CANTON DU VALAIS
MUNICIPALITÉS

LES BOURGEOISIES art. 43 al. 2

² N'ont pas l'obligation de présenter le **message introductif et l'annexe aux comptes annuels**, les bourgeoisies dont:

- a) le bilan ne comptabilise **aucun découvert** et;
- b) le total du **bilan** est **inférieur à deux millions de francs** et;
- c) les **revenus bruts** du compte de résultats (sans les imputations internes) sont **inférieures à 200'000 francs**, les seuils sont calculés sur la base de la moyenne des deux derniers exercices clos et;
- d) **aucun investissement** relevant de la **compétence du législatif communal** n'est planifié dans les quatre prochaines années.

³ Ces bourgeoisies attestent dans les comptes annuels qu'elles remplissent les conditions ci-dessus.

CANTON DE VALAIS
MUNICIPALITÉ DE SION

A VOTRE DISPOSITION



Chef de section
Gasser Francis
☎ 027 / 606 24 31
✉ francis.gasser@admin.vs.ch

Collaborateur économique
Gruber Ewald
☎ 027 / 606 24 32
✉ ewald.gruber@admin.vs.ch

Collaborateur économique
Bagnoud Pascal
☎ 027 / 606 24 33
✉ pascal.bagnoud@admin.vs.ch

Collaborateur économique
Seppey Laurent
☎ 027 / 606 24 34
✉ laurent.seppey@admin.vs.ch

CANTON DE VALAIS
MUNICIPALITÉ DE SION

**Merci de votre attention !
Questions**



CANTON DE VALAIS
MUNICIPALITÉ DE SION
